

# En action

Unis pour construire ensemble  
un système alimentaire  
résilient, durable,  
sûr et sain !



Septembre 2021

## Avant-propos

Chers lecteurs, chères lectrices,

Tout d'abord, j'espère que vous avez tous et toutes passé un agréable été!

1 Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) approchant à grands pas, cet été fut marqué par le Pré-Sommet, qui s'est tenu en Juillet à Rome, et auquel l'Union Mondiale des marchés de gros a eu l'occasion de participer. Ce pré-sommet fut l'occasion de réunir un grand éventail d'acteurs des systèmes alimentaires et de réfléchir aux différents aspects pour accomplir une transition durable de nos systèmes alimentaires.

Nous sommes donc ravis de consacrer cette édition de Septembre aux résultats du pré-sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en mettant l'accent sur l'urgence d'agir, collectivement et à tous les niveaux, sur les questions concernant l'alimentation et la résilience de nos systèmes alimentaires. Nous avons également le plaisir dans cette édition de publier un entretien avec le Commissaire européen à l'agriculture, M. Janusz Wojciechowski sur l'engagement de l'UNFSS et de l'Union européenne en faveur de systèmes alimentaires résilients et durables.

Conduire nos systèmes alimentaires vers l'inclusivité, la résilience et la durabilité, tout en faisant évoluer nos modèles de consommation alimentaire, sont des tâches ambitieuses qui nécessitent une action collective et une approche holistique !

Durant ces derniers mois, nous nous sommes efforcés de sensibiliser le public à l'importance des marchés de gros et des acteurs intermédiaires, souvent invisibles, dans le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Nous espérons que cet événement,



unique, marquera une étape importante dans notre secteur et que sa dynamique continuera à être entretenue après l'UNFSS et la COP26. L'Union Mondiale des marchés de gros restera pleinement engagée dans la traduction de ces engagements en actions tangibles !

Cette édition est également dédiée à la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages alimentaires, qui se tiendra le 29 Septembre prochain. Ces questions sont profondément liées aux engagements de l'UNFSS et des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Aujourd'hui environ un tiers de la nourriture produite à l'échelle mondiale est gaspillée ou perdue, laissant derrière elle une empreinte carbone considérable, tandis que des millions de personnes continuent de souffrir de la faim et de la malnutrition.

Alors que nous produisons suffisamment pour nourrir le monde, cette situation n'est plus acceptable et nécessite qu'on s'engage à repenser tous les aspects de nos systèmes alimentaires afin d'amener le gaspillage alimentaire à zéro.

Partageant cette ambition, le WUWM encourage et continuera à encourager toutes les actions des marchés de gros pour réduire le gaspillage et les pertes alimentaires par le biais du don, du recyclage et de l'économie circulaire.

Cordialement,

**Stephane Layani,**  
WUWM Acting Chairman

# Dans la boucle

## Les infos clés à retenir du Pré-sommet des Nations unies pour la préparation de l'UNFSS !



« Le Pré-sommet arrive à un moment critique, un moment unique pour tendre la main et réfléchir collectivement à ce qu'il faut faire et quelles actions sont nécessaires, car le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030 » a affirmé Qu Dongyu, Directeur général de la FAO lors de la cérémonie officielle du Pré-Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ayant eu lieu du 26 au 28 juillet dernier.

2

Le Pré-Sommet a bénéficié de la participation de plus de 500 délégués venant de 108 pays en personne, dont 62 ministres. Plus de 22 000 personnes, venant de 183 pays, y ont participé virtuellement. Plus de 120 haut-représentants gouvernementaux y ont fait des déclarations, en personne ou de manière virtuelle, sur les efforts qu'ils déploient pour améliorer la vie de leurs concitoyens grâce à l'alimentation. En rassemblant les conclusions de dix-huit mois de dialogues nationaux et de dialogues indépendant, le Pré-Sommet a permis de faire converger les engagements, les idées et l'analyse des milliers de personnes engagées dans le processus des Pistes d'Actions, Leviers de Changement, le Groupe Scientifique et dans bien d'autres groupes. Vous trouverez ici un aperçu de certaines solutions qui ont été sélectionnées parmi plus de 2 200 idées.

Les dialogues, ainsi que les autres groupes de travaux, ont également montré que les solutions et les actions doivent être adaptées aux réalités locales et régionales. Ils ont souligné qu'il n'existe pas de solution unique et que l'action des pays doit être adaptée aux contextes locaux. Tous les groupes de travaux ont convergé vers une réaffirmation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de son accent porté vers les populations, la planète et la prospérité. Aujourd'hui l'objectif premier reste la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. Compte tenu des 118 millions de personnes supplémentaires qui risquent de souffrir de la faim en 2020, de la croissance démographique et de l'urbanisation, du changement climatique et des pertes de biodiversité et la Covid-19, il est urgent d'entreprendre

des actions ambitieuses et cohérentes dans le monde entier !

Lors du Pré-Sommet, la nécessité de créer une nouvelle narrative sur la résilience, la durabilité et l'inclusivité des systèmes alimentaires a été reconnue. Les agriculteurs/producteurs ont mis l'accent sur la diversité des systèmes de production, des méthodologies et des connaissances. Ils ont proposé quatre priorités : (i) la création d'une plateforme au niveau international/onusien pour réfléchir à la diversité des modes de production et aux préoccupations des agriculteurs, (ii) l'amélioration du financement et des flux de financement afin de les rendre flexibles et adaptés, ainsi que pour inclure des outils financiers non traditionnels qui reconnaissent la diversité des cultures, (iii) atteindre la résilience via un meilleur accès à l'éducation, à l'innovation, à la recherche et aux partenariats et (iv) rééquilibrer le pouvoir tout au long de la chaîne de valeur.

Ces mutations ne peuvent se produire que dans un cadre réglementaire à plusieurs niveaux, établi par les gouvernements, accompagné de politiques et d'actions factuelles et combinant une vaste gamme de connaissances. Ainsi, le Pré-Sommet a également accueilli un large éventail de discussions et de déclarations ministérielles axées sur les événements passés, leurs causes et les actions concrètes des Etats en matière de transition des systèmes alimentaires.

## L'Union Mondiale des marchés de gros s'est activement engagée dans l'élaboration des Pistes d'Action de l'UNFSS et leurs coalitions.

Ces discours ont montré qu'il y a eu un changement de mentalité à l'égard de l'alimentation : qui est désormais reconnue comme une ressource précieuse reliant les gens et la planète. Le sentiment d'urgence face au changement climatique, aux conflits dans le monde et à la pandémie de Covid-19 accentue la pression sur les gouvernements pour qu'ils développent des politiques





publiques destinées à améliorer la gouvernance alimentaire. Ce cadre appelle donc à un dialogue continu, régulier, multipartite, ouvert et inclusif, rassemblant tous les segments et disciplines constitutifs des systèmes alimentaires, avec pour modèle le processus de l'UNFSS. L'Union Européenne (UE) s'est positionnée comme précurseure dans cette transition, avec l'adoption du Pacte Vert de l'UE et de la stratégie «De la ferme à la fourchette», aspirant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 - une première mondiale. Cette stratégie vise à améliorer la santé des gens et l'état de la nature, réduire les déchets et pertes alimentaires, augmenter l'accessibilité financière et maintenir la compétitivité économique, ainsi que promouvoir l'accessibilité. Elle se compose de 27 points d'action, d'une nouvelle politique agricole commune (PAC), de plans nationaux mettant l'accent sur des chaînes d'approvisionnement plus courtes afin de réduire les transports de longue durée, et du Code de Conduite de l'UE pour le secteur alimentaire. Ces ambitions nécessitent une coopération internationale et des normes globales - un cadre que le Sommet vise à mettre en place.

La répartition des compétences et des objectifs aux niveaux mondial et national s'appuie sur les résultats et les priorités définis par le Sommet. À Rome, les Coalitions thématiques suivantes ont émergé et continueront à être développées:

3

- Les actions pour la nutrition et l'éradication de la faim
- Les repas scolaires
- Les pertes et gaspillages alimentaires
- L'agroécologie et systèmes d'élevage et d'agriculture durables
- Les aliments aquatiques et bleus
- Les revenus de subsistance et un travail décent
- La résilience
- Les moyens de mise en œuvre - finance, innovation et technologie, données, gouvernance

La collaboration intersectorielle et multipartite a également contribué au succès du processus jusqu'à présent. Le maintien de cette méthode de travail implique d'assurer une forte collaboration à l'échelle du système, en particulier au niveau national, à mesure que les pays continuent de définir et de réaliser leurs trajectoires respectives.

La période restante jusqu'au Sommet sera utilisée pour définir plus précisément le suivi au niveau mondial et national. L'envoyée spéciale pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, Agnes Kalibata, ainsi que les agences basées à Rome, développeront le suivi des actions après le Sommet.

Par ailleurs, l'Union Mondiale des marchés de gros a eu l'occasion de s'engager dans ce processus en organisant quatre dialogues régionaux indépendants en Afrique, en Amérique-Latine, en Asie-Pacifique et en Europe. Elle a aussi eu l'occasion de mettre en lumière le rôle crucial qu'exercent les acteurs "intermédiaires

cachés" de la chaîne de valeur alimentaire. Les rapports sur ces dialogues seront très utiles, dans la mesure où l'ONU recherche des solutions innovantes viables.

## Les ambitions nationales visant à rendre les systèmes alimentaires plus durables et résilients pourraient gagner en force si elles s'accompagnent d'une coopération internationale et de normes globales - un cadre que le Sommet vise à mettre en place.

De même, l'Union Mondiale des marchés de gros s'est engagée dans l'élaboration des Pistes d'Actions de l'UNFSS et leurs coalitions, à savoir la Piste d'Action 1 (Assurer l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs), 2 (Passer à des modes de consommation durables) et 4 (Promouvoir des moyens de subsistances équitables). Elle a dans un même temps participé au sein du groupe du secteur privé du FSS, qui, lors du Pré-Sommet, a lancé la Déclaration des entreprises pour la transformation des systèmes alimentaires. Vous trouverez ci-dessous une série de six engagements généraux que le secteur privé a convenu de prendre concernant la transformation des systèmes alimentaires:

- (i) Développer des solutions fondées sur la science
- (ii) Fournir des investissements dans la recherche et l'innovation
- (iii) Contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance et au bien-être
- (iv) Inciter les consommateurs à devenir des agents du changement
- (v) Créer de la transparence
- (vi) Veiller à ce que la transformation inclut une transition juste

WUWM a eu l'occasion de s'exposer aux différentes observations sur tous les aspects des systèmes alimentaires et de mieux comprendre les tenants et aboutissants de la transition. Un rapport résumant toutes les sessions auxquelles WUWM a assisté, touchant à des thématiques aussi variées que les objectifs de faim zéro, la sécurité alimentaire, la consommation alimentaire pour des régimes sains et durables, la localisation des systèmes alimentaires, les données, le financement et plus encore, est disponible sur notre site web.

## Dans les faits

---

- Un tiers de la nourriture produite dans le monde pour la consommation humaine - soit environ 1,3 milliard de tonnes - est perdue ou gaspillée, chaque année.
- Les pertes en nourriture pendant la récolte et le stockage se traduisent par une perte de revenus pour les petits agriculteurs et des prix plus élevés pour les consommateurs les plus précaires.
- Dans les pays en voie de développement, 40 % des pertes ont lieu après la récolte et pendant la transformation, tandis que les pays industrialisés enregistrent plus de 40 % des pertes au niveau du détail et du consommateur.
- Les pertes et gaspillages alimentaires représentent environ 4,4 gigatonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) par an. Si les pertes et gaspillages alimentaires étaient un pays, il serait le troisième émetteur de GES au monde, dépassé seulement par la Chine et les États-Unis.
- Les fruits et légumes, ainsi que les racines et tubercules, présentent les taux de pertes les plus élevés parmi tous les aliments.

**Les pertes de nourriture pendant la récolte et le stockage se traduisent par une perte de revenus pour les petits agriculteurs et par des prix plus élevés pour les consommateurs les plus précaires.**

## En point de mire

**L'appel des consommateurs à l'action au sein de l'UNFSS et au-delà**

---

Au cours du Pré-Sommet de l'UNFSS, l'ONG « Consumers International » a organisé une session intitulée « Consumers Voices of the Future of Food », dont le but était de présenter une enquête mondiale menée par l'organisation elle-même. Cette enquête était destinée à faire entendre les voix de citoyens à travers le monde. Consumers International est une association de membres qui regroupe plus de 200 groupes de consommateurs répartis dans plus de 100 pays. À l'occasion du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, elle a diffusé une déclaration mondiale des consommateurs sur l'avenir de l'alimentation, basée sur une enquête mondiale menée auprès des consommateurs eux-mêmes. Comme les consommateurs représentent une porte d'entrée majeure pour la



transition des systèmes alimentaires, il est essentiel de comprendre leurs attentes vis-à-vis des acteurs de la chaîne de valeur alimentaire. Voici les principaux points à retenir de cette déclaration, qui présente des recommandations claires pour les gouvernements dans cinq domaines clés, avec des suggestions et des exigences concrètes

1) L'accès à l'alimentation : face aux incertitudes croissantes liées aux chocs exogènes tels que le changement climatique, les conflits et les retombées de la pandémie de Covid-19, la sécurité alimentaire pour tous a été décrite comme une responsabilité essentielle à laquelle les gouvernements et la communauté internationale doivent souscrire. Fournir directement des aliments aux plus vulnérables, renforcer le pouvoir d'achat des consommateurs (via des protections sociales, subventions pour une alimentation saine et durable) et garantir l'accessibilité financière est crucial pour faire face aux incertitudes que le futur réserve.

2) Concernant la sécurité sanitaire des aliments, les gouvernements doivent adopter un rôle proactif et établir des normes et des réglementations strictes.

3) Développer des environnements alimentaires sains et durables : Les gouvernements devraient fixer des normes pour les aliments sains, encourager les options saines et durables par le biais de la politique fiscale, et restreindre la commercialisation des aliments prouvés mauvais pour la santé.

4) Des systèmes alimentaires équitables et durables. Afin de promouvoir l'accessibilité et la durabilité au sein des systèmes alimentaires, les gouvernements doivent : garantir traçabilité et transparence tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, soutenir le développement de systèmes alimentaires locaux et de l'agroécologie et investir dans des infrastructures afin de réduire les pertes et les gaspillages alimentaires.

5) L'information des consommateurs - Les actions clés pour informer les consommateurs à l'évenir comprennent : la définition de normes claires pour l'étiquetage des aliments, la promotion de lignes directrices nationales pour des régimes alimentaires sains et durables, et des actions en justice contre les fausses informations.



Si la transformation des systèmes alimentaires doit être régie par des actions dépendant de la demande, elle doit aussi être opérée dans un cadre holistique et avec une démarche systémique et participative. Tout cela doit être mis en place par les gouvernements afin d'entretenir les objectifs de l'UNFSS, à savoir: fournir des solutions pour le développement de systèmes alimentaires sains, sûrs, équitables, durables et inclusifs !

**Les consommateurs du monde entier ont souligné la nécessité de promouvoir l'accessibilité et la durabilité au sein des systèmes alimentaires, avec des gouvernements capables d'assurer la traçabilité et la transparence.**



**CONSUMERS  
INTERNATIONAL**

COMING TOGETHER  
FOR CHANGE

# Entretien avec M. Janusz Wojciechowski

**Commissaire Européen à  
l'Agriculture, sur l'engagement de  
l'UNFSS et de l'Union européenne  
en faveur de systèmes alimentaires  
résilients et durables.**

Nous avons le plaisir de publier une interview exclusive avec le Commissaire européen à l'agriculture, M. Janusz Wojciechowski. Représentant la Commission européenne lors du Pré-Sommet; il a souligné le déclin des petits producteurs en Europe et le besoin de chaînes de valeur plus courtes, assurées par des marchés locaux. L'intégralité de son discours peut être visionnée [ici](#)



**Ayant eu l'occasion de fournir des observations et de présenter les positions de l'Union Européenne (UE) lors du Pré-Sommet de l'UNFSS, quelles sont vos réflexions et vos principales conclusions, et comment l'UE peut-elle contribuer à la réalisation des principaux objectifs de l'UNFSS ?**

Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021 peut et doit être un succès, et l'UE est pleinement engagée dans ce processus. L'UE souhaite que toutes les parties

concernées prennent des mesures ambitieuses en faveur de la durabilité des systèmes alimentaires. Nos producteurs agricoles, les entreprises du système alimentaire et leurs employés, ainsi que les citoyens de l'UE peuvent tirer profit d'améliorations apportées aux systèmes alimentaires. L'UE est à la pointe dans ce domaine. La Commission actuelle a fait plusieurs propositions concrètes majeures, notamment avec le Pacte Vert, la stratégie De la Ferme à la Fourchette et la nouvelle réforme de la PAC. Nous partagerons notre point de vue sur ces questions avec d'autres participants au Sommet et nous sommes impatients d'entendre comment les autres prévoient d'aller de l'avant et de relever les défis auxquels les systèmes alimentaires font face.

**Pourriez-vous nous en dire plus sur les stratégies de l'UE visant à transformer nos systèmes alimentaires tout en assurant leur soutenabilité économique, environnementale et sociale, ainsi que sur le type d'opportunités que cela peut apporter ?**

La Commission agit sur de nombreux fronts pour relever le défi multiforme de la durabilité du système alimentaire. La durabilité est au cœur de toutes les politiques concernées. La stratégie de la Ferme à la Fourchette cristallise notre ambition d'améliorer la façon dont les denrées alimentaires sont produites et mises à la disposition des consommateurs.

Notre approche comprend plusieurs objectifs ambitieux mais réalistes, qu'il s'agisse de la réduction de l'utilisation des pesticides, des antimicrobiens et des engrais, ou du développement de l'agriculture biologique. La nouvelle PAC sur laquelle le Parlement Européen et le Conseil se sont mis d'accord juste avant l'été comporte également une ambition environnementale nettement plus élevée. Le Code de Conduite est une partie spécifique de la stratégie de la Ferme à la Fourchette qui vise à rendre l'industrie alimentaire plus durable, en encourageant une répar-

tion plus équitable des devoirs et des récompenses entre les acteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Pour garantir son succès, tous les signataires doivent s'engager à mettre en application l'intégralité des engagements, en coopérant avec les autres acteurs à tous les niveaux de la chaîne. Il est particulièrement important que les opérateurs situés au milieu de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, tels que les marchés de gros, jouent un rôle actif pour aider les producteurs primaires à réussir leur propre transition vers la durabilité.

### **Quels sont les principaux défis que l'UE doit relever afin d'atteindre ses objectifs et assurer la transition des systèmes alimentaires vers la résilience et la durabilité ?**

Les systèmes alimentaires sont extrêmement complexes. La crise du Covid-19 a démontré l'efficacité de leur mission: acheminer les aliments jusqu'aux consommateurs. A la crise sanitaire ne s'est pas superposée une crise alimentaire. La crise sanitaire a montré que les politiques de l'UE, telles que la politique agricole commune et le marché unique, ainsi que notre capacité à réunir les États membres et les faire coopérer, jouent un rôle crucial.

7

La base sur laquelle nous nous appuyons est solide. Néanmoins, le système alimentaire tel qu'il fonctionne actuellement a aussi des impacts sociaux, environnementaux et économiques qu'il faut encore améliorer. Ce sont ces défis que l'UE cherche à relever. La lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité, le renforcement de la position des agriculteurs au sein des chaînes d'approvisionnement et l'amélioration des résultats en matière de santé sont des objectifs que nous poursuivons activement.

### **Quel sera le rôle de la Commission européenne dans les années à venir et quels types d'actions entreprendra-t-elle afin de nourrir la dynamique et mener la transition des systèmes alimentaires en UE ?**

La Commission s'attache à mettre en œuvre les objectifs définis dans la stratégie de la ferme à la fourchette par le biais de plusieurs actions concrètes qui ont été précédemment énumérées. Ensemble, ces actions contribuent à atteindre nos principaux objectifs en matière de soutenabilité environnementale, sociale et économique. Le déploiement de la nouvelle PAC dans les États membres est un élément très im-

portant de cette stratégie. La Commission possède une grande expertise et nous sommes engagés avec les États membres dans un dialogue structuré qui nous mènera là où nous voulons aller collectivement. Ces connaissances peuvent également aider à l'élaboration de politiques au Parlement européen et au Conseil. Nous sommes déterminés à opérer un changement significatif en faveur d'un système alimentaire plus vert, plus équitable et plus respectueux des animaux, ainsi que d'un système économiquement performant dans l'UE.

### **Quel serait, à votre avis, le rôle des marchés de gros pour assurer cette transition ?**

Les marchés de gros jouent un rôle important dans la distribution des produits alimentaires dans de nombreuses régions de l'UE et contribueront donc à la transition vers un système alimentaire durable. Cela inclut la promotion de normes plus strictes en matière de bien-être animal ainsi que des chaînes d'approvisionnement courtes, qui peuvent contribuer à la résilience du système alimentaire et qui, si elles sont correctement conçues, mises en œuvre et contrôlées, peuvent aussi offrir des avantages en termes de durabilité.

Pour de nombreux agriculteurs de l'UE, les marchés de gros constituent un débouché essentiel pour leur production et contribuent à la cohésion territoriale et sociale. Les consommateurs exigent de plus en plus des produits sains, respectueux de l'environnement et des animaux, mais abordables, et souhaitent que leurs choix soient facilités par des informations conformes à ces exigences. Dans ce contexte, les marchés de gros peuvent également contribuer au succès du plan d'action pour le développement de la production biologique adopté par la Commission en Mars en s'engageant à accroître la distribution des produits biologiques.

En bref, il est temps de repenser les modèles commerciaux, de renouveler les compétences et d'innover dans une optique de durabilité.



# A la une

## Rosa Rolle, chef de l'équipe de l'Unité des pertes et gaspillages alimentaires à la FAO, nous fait part des principaux défis à relever afin de réduire le gaspillage alimentaire avant la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages alimentaires.



En 2019, l'Assemblée générale des Nations unies a désigné le 29 Septembre comme la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages alimentaires. Cette journée reconnaît le rôle crucial que joue une production alimentaire durable dans la promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cette journée internationale expose de nombreux défis à relever pour atteindre les objectifs mondiaux de «consommation et production responsables», qui contribueront à la lutte pour la faim zéro et contre le changement climatique.

À l'approche du 29 Septembre, nous avons interviewé Mme Rosa Rolle, fonctionnaire supérieure du développement des entreprises et chef de l'équipe pour les pertes et gaspillages alimentaires à la Division de l'alimentation et de la nutrition de la FAO.

**À l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages alimentaires et du Sommet des Nations unies sur**

### les systèmes alimentaires, quel est le tableau actuel des pertes et gaspillages alimentaires et leurs tendances?

Aujourd'hui, on estime que 14 % des aliments produits dans le monde et destinés à la consommation humaine sont perdus entre la récolte et le marché de gros (FAO 2019), et que 17 % de la production alimentaire mondiale totale pourrait être gaspillée (PNUE). Dans un même temps, la faim et la sous-alimentation continuent de croître à travers le monde, tandis que les améliorations des indicateurs de malnutrition sont beaucoup trop lentes.

Ces chiffres signifient que des efforts et des actions concertés sont nécessaires à grande échelle si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'élimination de la faim et de la malnutrition (ODD 2), la réduction de moitié, d'ici à 2030, du gaspillage alimentaire mondial, et la réduction des pertes alimentaires le long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte (ODD 12.3).

### Comment la réduction des pertes et gaspillages alimentaires peut-elle être bénéfiques pour nos sociétés dans leur ensemble ?

La réduction des pertes et gaspillages alimentaires (Objectif 12.3 de l'ODD) est un levier important pour la réalisation d'améliorations plus significatives de nos systèmes agroalimentaires en vue d'assurer la sécurité alimentaire, de garantir la sûreté, d'améliorer la qualité des aliments et d'assurer des résultats nutritionnels (ODD 2). La réduction des pertes et gaspillages alimentaires permettrait également de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la pression sur les ressources terrestres et en eau. Les analyses prospectives des systèmes alimentaires dans le monde indiquent en effet que la réduction des pertes en denrées alimentaires a le potentiel de générer des gains sur tous les aspects de l'Objectif 2 des ODD - en améliorant la disponibilité et l'accès à la nourriture, des revenus aux petits exploitants et en générant des effets environnementaux positifs.

### Selon vous, quels sont les principaux obstacles et que nous manque-t-il pour atteindre le zéro

1. Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. 2021. Atteindre la faim zéro d'ici 2030. Un examen des évaluations quantitatives des synergies et des compromis entre les objectifs de développement durable des Nations Unies. <https://sc-fss2021.org/wp-content/uploads/2021/06/SDG2>

## déchet?

Si la réduction des pertes et gaspillages alimentaires apparaît comme un objectif clair et souhaitable, sa mise en exécution n'est pas simple et son élimination complète pas forcément réaliste. Le gaspillage alimentaire a lieu dans les secteurs du détail et de la restauration, dans les industries de transformation alimentaire et au sein des ménages. Les actions visant à endiguer le problème doivent donc être menées dans ces trois domaines. Des interventions technologiques sont nécessaires, ainsi que des changements de politique pour réglementer les actions des transformateurs et des détaillants (comme faciliter les dons et encourager des alternatives à la mise en décharge qui soutiennent la circularité), et des interventions comportementales qui influencent directement le choix des consommateurs.

**Au cours du Pré-Sommet de l'UNFSS, les pertes et gaspillages alimentaires ont été unanimement reconnus comme l'un des domaines d'action prioritaires à aborder via l'approche «cibler-mesurer-agir», afin de conduire efficacement la transition des systèmes alimentaires. Que pensez-vous du potentiel des engagements qui seront pris au cours de ce processus ?**

9 La réduction des pertes et gaspillages alimentaires fait partie des domaines de la coalition qui ont été mis en avant à la suite du Pré-Sommet de l'UNFSS, suscitant un fort intérêt et une forte participation des Etats et des organisations. La concrétisation de ces engagements nécessitera des approches coordonnées et intégrées, fondées sur des données probantes, concernant la réduction des pertes, le gaspillage alimentaire, la valorisation et les principes de circularité, afin de renforcer la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires.

**Quelles sont les actions à entreprendre pour réduire les pertes et gaspillages alimentaires tout au long de la chaîne de valeur ? Quel rôle les marchés de gros peuvent-ils endosser dans cette dynamique ?**

La mise en exécution d'actions efficaces pour réduire les pertes et les gaspillages de denrées alimentaires nécessite des données de meilleure qualité que celles actuellement disponibles sur la quantité et l'emplacement des pertes dans la chaîne d'approvisionnement, ainsi qu'une compréhension de leurs causes systémiques.

Les marchés de gros sont la dernière étape de

la chaîne d'activités où des pertes alimentaires peuvent survenir. Les marchés de gros jouent donc un rôle essentiel dans la gestion efficace des pertes, en identifiant et en mettant en œuvre des stratégies d'optimisation des pertes alimentaires, qui peuvent inclure la distribution des produits excédentaires, la recherche de valeur ajoutée pour produire des aliments propres à la consommation, et en dernier recours, sa conversion en production d'énergie.

**Pourriez-vous nous en dire plus sur les initiatives mondiales et régionales entreprises par la FAO pour lutter contre le gaspillage et les pertes alimentaires, telles que SAVE FOOD, leurs objectifs, leurs impacts et les leçons apprises jusqu'à présent?**

La réduction des pertes et gaspillages alimentaires est un domaine qui est au cœur du travail de la FAO, compte tenu de ses contributions significatives au développement de systèmes alimentaires durables, inclusifs et résilients, propices à une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une meilleure vie pour les populations. La FAO soutient les pays du monde entier en renforçant leurs capacités et en leur fournissant des outils et des méthodologies de collecte de données afin de suivre les progrès réalisés en matière de réduction des pertes alimentaires au fil du temps. Les pays sont également aidés dans la conception et le développement des stratégies nationales de lutte contre les pertes alimentaires, et un soutien leur est fourni par le biais de projets sur le terrain pour encourager la mise en œuvre d'approches et d'actions systémiques contribuant de manière significative à la réduction des pertes et des déchets alimentaires. Grâce à la célébration mondiale de la journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages alimentaires, l'intérêt pour la réduction des pertes des pays, des entités publiques et privées, des universités et de la société civile pourra être maintenu.





## **En collaboration WUWM et le Centre d'investissement de la FAO vont bientôt publier une étude intitulée « Modernisation des marchés alimentaires de gros pour la résilience du système alimentaire au 21e siècle »**

L'Union Mondiale des marchés de gros collabore avec le Centre d'investissement de la FAO sur une étude qui examinera 35 marchés répartis dans plus de 30 pays. Elle se penchera sur les marchés de gros allant des marchés de producteurs traditionnels aux installations plus modernes et multifonctionnelles. L'étude, intitulée «Upgrading wholesale food markets for food system resilience in the 21st century», (Modernisation des marchés de gros pour la résilience du système alimentaire au 21e siècle) s'étendra sur plusieurs unités de la FAO, en compagnie de partenaires comme la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction, la Banque Asiatique de développement et la Banque Africaine de développement.

Les études de cas sont destinées à informer les responsables des institutions financières internationales, les fonctionnaires des municipalités et des Etats ainsi que les responsables des marchés. Elles seront présentées lors du Sommet sur les systèmes alimentaires en Septembre 2021. Ces études de cas présenteront un intérêt pour tous les protagonistes de la planification urbaine et du développement, ainsi que bien d'autres acteurs intéressés par les marchés agroalimentaires.

Nous avons interviewé le Centre d'investissement de la FAO pour en savoir plus sur les mises à jour actuelles.

**Quels sont les principaux défis du système alimentaire ?**

À partir du travail développé pour la résilience des systèmes alimentaires, nous avons identifié certains des principaux défis à relever :

- Le processus de croissance urbaine/urbanisation et ses impacts sur la sécurité alimentaire des centres urbains et ruraux
- Les risques sanitaires récurrents et crises sanitaires
- La sensibilisation à l'utilisation efficace des ressources naturelles et à la réduction de l'empreinte carbone.
- L'accès à une alimentation sûre et saine
- L'inclusion des producteurs et l'amélioration des liens en amont du marché
- L'accès aux infrastructures numériques pour renforcer les canaux de production et de distribution

### **Les marchés de gros permettent-ils de répondre à ces défis ?**

Les marchés alimentaires de gros ont démontré leur capacité à répondre à la plupart des défis mentionnés précédemment lorsqu'ils sont conçus et gérés efficacement. En effet, ils contribuent à renforcer la résilience des systèmes alimentaires en fournissant un canal de distribution essentiel de denrées agroalimentaires, sécurisant ainsi l'approvisionnement alimentaire des populations urbaines et rurales.

Pendant la crise du Covid-19, leur activité a remarquablement contribué à soutenir la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Les pays disposant de réseaux d'infrastructures de marchés de gros alimentaires organisés et modernisés - tels que l'Italie, la France et l'Espagne - ont fait preuve d'une plus grande résilience et d'une meilleure capacité à faire face aux défis perturbateurs du COVID-19, tout en soutenant les secteurs traditionnels (chaînes de valeur) et la production locale. En

temps de crise, ces marchés maintiennent un flux constant de denrées alimentaires, évitent la spéculation et les hausses de prix, et aident à orienter les commerçants et les populations vers la prise de mesures sanitaires préventives.

De plus, dans les pays émergents, les marchés de gros alimentaires sont des infrastructures clés pour l'organisation des chaînes de valeur et la formalisation du secteur, offrant un accès sûr aux produits locaux à un prix équitable et sécurisant l'approvisionnement alimentaire des villes et des régions. De plus, ils participent au développement durable des environnements urbains en croissance.

#### **Qu'est-ce qui a motivé la FAO à lancer ces études en collaboration avec l'Union Mondiale des marchés de gros ?**

Le Centre d'investissement de la FAO participe à la conception d'investissements cruciaux dans le secteur de l'agriculture à l'échelle mondiale par le biais de programmes de coopération spécifiques avec la Banque mondiale, l'IFAD, la Banque africaine de développement et d'autres institutions financières internationales. Les aspects liés à la sécurité alimentaire ont été pris en compte par la plupart de ces institutions dans une perspective d'amélioration de la capacité de production pendant des décennies. Au fil du temps, l'accès au marché, la distribution alimentaire et l'agrologistique sont devenus des aspects essentiels pour le développement de chaînes de valeur compétitives et inclusives afin de fournir aux marchés nationaux et internationaux des produits alimentaires frais, sûrs et de qualité.

En tant qu'experts en développement des marchés alimentaires de gros, lors des missions de conception, nous avons particulièrement remarqué le manque de connaissances des autorités publiques et des institutions financières internationales concernant les marchés alimentaires de gros. En particulier, le concept de marché alimentaire

## **Les pays dont les réseaux d'infrastructures de marché de gros sont organisés et améliorés ont démontré une plus grande résilience et une meilleure capacité à faire face aux défis perturbateurs du COVID-19.**

de gros, leurs rôles et avantages sont souvent mal considérés par les différents acteurs impliqués. La plupart des projets étaient trop complexes, le processus d'investissement et les différentes étapes pour le développement de telles infrastructures n'étaient pas clairs. La définition de la gouvernance des projets était également très compliquée, ce qui a engendré, dans une certaine mesure, cette mauvaise compréhension des fonctions des marchés alimentaires de gros. De plus, de nombreux projets développés à travers le monde ont échoué et les investisseurs ont commencé à considérer les marchés alimentaires de gros comme une infrastructure publique coûteuse et financièrement non viable par rapport au développement des chaînes de détail, par exemple.





Sur la base de cette déclaration, le Centre d'Investissement a décidé de lancer la première étude mondiale sur les marchés alimentaires de gros, afin d'élaborer des directives d'investissement qui soutiennent les institutions financières internationales et les autorités publiques dans le développement de tout projet qui touchent les marchés alimentaires de gros, en soulignant les avantages de ces infrastructures pour la soutenabilité de l'ensemble du système alimentaire et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Il est également essentiel de clarifier le concept de marchés alimentaires de gros à travers ce travail (puisque le concept de marché de gros est souvent confus, et tend à manquer la dimension alimentaire de l'infrastructure). Cela permet d'établir une terminologie commune, partagée et acceptée par les différents acteurs.

Grâce à l'accès donné à son réseau de marchés affiliés, le soutien de l'Union Mondiale des marchés de gros a été important pour mener à bien une multitude d'études de cas et de recueillir des informations essentielles à intégrer dans les lignes directrices.

### **Quel est l'impact des marchés de gros et de leur fonctionnement sur le système alimentaire ?**

Les marchés alimentaires de gros constituent la clé de voûte du système alimentaire car ils facilitent un échange physique efficace des aliments en reliant la production à la consommation, en fournissant des services importants (par exemple, l'information, les normes, la transparence, la concurrence, les volumes, la traçabilité, les laboratoires de sécurité sanitaire des aliments) et en garantissant un approvisionnement sûr et abordable en produits alimentaires frais et nutritifs. En outre, ils contribuent à la création et au soutien de l'activité économique et de l'emploi dans les zones de production rurales, profitant à tous les acteurs du système alimentaire travaillant dans les circuits traditionnels, modernes et informels, et créent des environnements favorables pour les entités agro-alimentaires privées bénéficiant des infrastructures et des services des marchés de gros. Ces derniers jouent

un rôle essentiel dans l'approvisionnement en aliments frais des aires urbaines. La construction de marchés de gros efficaces et bien gérés crée les conditions nécessaires à l'aboutissement de systèmes alimentaires plus durables, et à un impact positif sur le développement socio-économique et l'organisation urbaine.

### **Quelles sont les principales questions abordées dans vos études de cas ?**

Ce travail est le premier projet de ce type basé sur des preuves, avec une approche collaborative et avec une portée mondiale. L'équipe du Centre d'Investissement est composée de 7 experts du secteur, aux expertises sectorielles et géographiques spécifiques. Les études de cas ont été sélectionnées de façon à être représentatives tant en termes de zones géographiques, de typologies des marchés alimentaires de gros (marchés d'assemblage, marchés de consommation, marchés agrologistiques), de modèle de gouvernance et de pertinence dans la conduite d'importants projets de modernisation/relocalisation au cours des dernières décennies. L'objectif est d'intégrer et d'enrichir les enseignements tirés de la complexité du développement des marchés alimentaires de gros et de leur rôle dans la résilience des systèmes alimentaires.

Les lignes directrices visent à soutenir les responsables d'investissements dans les marchés alimentaires de gros dans ce processus complexe, afin de limiter les risques financiers et d'atteindre l'efficacité opérationnelle de projets futurs. Elles s'adressent à une multitude de protagonistes, dont des professionnels des institutions financières internationales, des responsables municipaux et nationaux, des acteurs des systèmes alimentaires et des professionnels du marché.



13

Les études de cas alimentent nos lignes directrices, qui s'appuient sur ces différentes expériences et apportent une vision différente du développement des marchés alimentaires de gros, en considérant non seulement le modèle «occidental» dominant mais aussi une voie unique pour la conception de ces infrastructures critiques. Ces études de cas sont importantes afin de trouver des alternatives de développement en adéquation avec la diversité des contextes, la maturité de la chaîne de valeur et les besoins réels des pays émergents. L'ambition est de proposer aux pays émergents et en développement un modèle de développement moins coûteux et plus efficace, basé sur ceux analysés dans les études de cas. Ce modèle sera plus évolutif et extensible pour sécuriser les investissements et répondre aux compositions et à la maturité variable des systèmes alimentaires.

**Comment ces études de cas peuvent-elles contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire ? Quelles sont les principales conclusions ?**

Les études de cas mettent en évidence les grandes différences de développement des marchés de gros dans le monde, ainsi que le déplacement des infrastructures de pointe de l'Europe vers l'Asie, principalement en Chine et en Corée. Les pratiques les plus innovantes et les plus modernes sont observées en Asie de l'Est, avec des marchés plus intégrés dans la révolution numérique et favorisant une organisation intéressante des réseaux de marché pour l'approvisionnement alimentaire des métropoles.

Les principales zones de développement pour les nouveaux marchés alimentaires de gros se trouvent clairement dans les pays émergents et en transition, notamment en Afrique, qui souffre d'un manque d'infrastructures modernes pour acheminer des produits alimentaires sûrs vers les villes en continuelle expansion. Par conséquent, de nombreux projets sur les marchés alimentaires de gros ont été menés au cours de la dernière dé-

cadennie dans les pays émergents afin d'améliorer l'accès à des aliments frais et sûrs. Cependant, la plupart de ces investissements se sont soldés par des échecs. Cela était dû au fait que le concept de marché qui a été développé ne répondait pas aux besoins des opérateurs locaux, ne prenant pas en compte la singularité contextuelle de la production et de la distribution. La vision "une région, un concept", soit l'adaptabilité des marchés aux par-

## **Ce projet est le premier du genre à avoir une portée mondiale (30 pays), à être fondé sur des preuves et à reposer sur une approche collaborative (professionnels du marché, IFI et autorités publiques)**

ticularités locales, est un facteur déterminant de la réussite de tels projets. L'implication des autorités publiques tout au long du processus d'investissement, c'est-à-dire de la conception à l'ouverture, en passant par les consultations publiques avec les

opérateurs privés, constitue également une forte garantie de succès.

Les lignes directrices visent à fournir une orientation et des règles d'or pour le développement des marchés alimentaires de gros et visent à guider les investisseurs ainsi que les futurs gestionnaires de ces infrastructures au cours de ces projets complexes. Ceux-ci soutiendront la création de marchés alimentaires de gros plus robustes face aux défis futurs et participeront au renforcement de la sécurité alimentaire. Ces lignes directrices tentent de souligner la pluralité des défis auxquels sont confrontés les marchés alimentaires de gros dans le monde, en donnant la parole aux marchés et aux dirigeants des pays émergents ayant des défis spécifiques. Nous essayons de prendre en considération les besoins de ces pays qui sont généralement loin de ceux des marchés modernes en Europe et en Asie. Notre rôle est de leur fournir des solutions ad hoc pour qu'ils bénéficient des résultats venant des marchés alimentaires de gros.

**Pensez-vous que la collaboration entre la FAO et l'Union Mondiale des marchés de gros soit essentielle pour améliorer la transition vers des systèmes alimentaires résilients ? Si oui, comment ?**

La FAO et l'Union Mondiale des marchés de gros ont signé un mémorandum de compréhension il y a deux ans pour collaborer sur un certain nombre de domaines cruciaux dans l'optique du renforcement de la durabilité des systèmes alimentaires, en particulier sur les aspects de gaspillage et de pertes alimentaires, de nutrition et de sécurité sanitaires des aliments. Nous pensons que cette collaboration peut apporter des résultats intéressants pour renforcer les connaissances des acteurs sur le rôle des marchés de gros dans les systèmes alimentaires, pour souligner leur position cruciale, au milieu de la chaîne d'approvisionnement, et de créer l'opportunité pour les marchés de gros de devenir un lieu d'organisation d'une gouvernance efficace des systèmes alimentaires.

En effet, ils rassemblent tous les principaux acteurs publics et privés sur un même site. Nous pensons également que cette collaboration mettra en évidence l'opportunité pour l'Union Mondiale des marchés de gros de diversifier son approche sur les défis auxquels font face les marchés de gros en considérant la réalité des pays émergents, jusqu'à présent pas largement représentés au sein de l'Union, alors qu'ils représentent la majorité des investissements futurs dans le secteur. Le rôle de la FAO est de mettre en relation ces acteurs issus de pays émergents avec l'Union Mondiale des marchés de gros pour bénéficier de ses connaissances et de son réseau, mais aussi pour soutenir un changement positif dans l'approche du développement des marchés de gros.

**Quelles sont les prochaines étapes de votre étude/ collaboration avec l'Union Mondiale des marchés de gros ?**

Les prochaines étapes sont la préparation des directives sur la base de l'analyse et de la consolidation des données collectées à partir des différentes études de cas, ainsi que l'intégration des contributions d'acteurs tels que les institutions financières internationales et les divisions de la FAO. La finalisation des directives est prévue pour le dernier trimestre de 2021. Entre-temps, nous faisons la promotion des connaissances produites et de tous les marchés impliqués dans ce travail à travers une grande campagne de communication sur Twitter afin de mobiliser les acteurs pour le Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations Unies.

14



**Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations**





# La bonne pratique du mois

15

## Le plus grand marché de gros du Chili, Lo Valledor, met en place un plan d'économie circulaire visant à atteindre le zéro déchet tout au long de la chaîne de valeur!

Situé dans la zone sud de Santiago du Chili, Lo Valledor, le plus grand marché de gros du Chili, est engagé dans l'application du modèle d'économie circulaire dans les systèmes alimentaires, en réduisant drastiquement les pertes et gaspillages alimentaires et en recherchant une valeur ajoutée dans les déchets alimentaires organiques.

Avec un tiers de la nourriture produite annuellement, à des fins de consommation humaine, perdue ou gaspillée, dont 6% dans les régions d'Amérique latine et des Caraïbes (FAO), le gaspillage et les pertes alimentaires amputent à la garantie de la sécurité alimentaire dans la région. Le Chili ne fait pas figure d'exception.

Bien qu'il soit un acteur mondialement reconnu dans l'industrie agro-alimentaire et que le pays

ait lancé des programmes visant à atteindre le zéro déchet alimentaire, on estime que chaque ménage gaspille environ 63.3 kilos de pain par an à Santiago du Chili. Ce tableau est cependant paradoxal si l'on considère que près de 3 millions de personnes dans le pays (soit 15,6%) n'ont pas un accès régulier à des aliments nutritifs (rapport SOFI, 2020). L'épidémie du Covid-19 est susceptible d'augmenter ce nombre et de faire plonger des personnes les plus vulnérables en situation d'insécurité alimentaire.

En 2015, le marché de gros de Lo Valledor a pris un tournant décisif vers la durabilité avec la création d'un département environnemental, visant à atteindre le zéro déchet tout au long de la chaîne de valeur, à diminuer son empreinte carbone et à favoriser une économie circulaire. Cela a conduit à la création de la Fondation Banque Alimentaire Lo Valledor, qui couvre les besoins alimentaires de 67 organisations sociales qui les distribuent à des groupes de populations vulnérables. Malgré une baisse en 2020 due à la pandémie et donc à l'absence de soutien financier de la part du gouvernement, la Fondation a augmenté le volume de nourriture collectée de 162,41 tonnes à 877,12 tonnes entre 2016 et 2019 (soit 5 800 000 rations alimentaires livrées gratuitement). En attendant, elle reste engagée à trouver des voies innovantes pour assurer la sécurité alimentaire de tous et atteindre le zéro déchet alimentaire d'ici 2030.

Parmi les projets en cours, l'un d'eux a pour objectif de fournir des aliments diversifiés et à haute valeur nutritionnelle aux populations, en collaboration avec le Centro Tecnológico para la Innovación Alimentaria (CeTA) (Centre Technologique pour l'innovation alimentaire) et

l'université Bernardo O'Higgins. Inspiré par une autre initiative sur les marchés de gros mise en place au Brésil, le projet ne se concentre pas uniquement sur les tomates ou les pommes, mais également sur les betteraves et les choux-fleurs. L'obésité concerne 60 % de la population adulte au Chili, tandis que l'ampleur des déficits en micronutriments est inquiétante, puisque seulement 15% de la population consomme quotidiennement au moins 5 portions de fruits et de légumes (Encuesta Nacional de Salud, 2020).

Concrètement, ce projet consiste à utiliser les surplus en fruits et légumes livrés par Lo Valledor aux deux partenaires qui produiront deux prototypes d'aliments : une soupe de légumes et une compote de fruits. Ils vont profiter également aux bénéficiaires de la Fondation Banque Alimentaire.

Une autre action clé menée par le département de l'environnement de Lo Valledor est le Programa compostaje (Programme de compostage), fondé sur l'objectif de revaloriser commercialement les déchets organiques et de favoriser la dynamique de l'économie circulaire dans le secteur alimentaire. La distribution des déchets organiques a un double objectif: 59 % d'entre eux sont destinés au compostage organique et à la lombriculture (dans le cadre du Programme de compostage des déchets organiques), tandis que les 41 % restants sont utilisés pour nourrir les animaux (Programme de matières organiques pour l'alimentation animale).

En collaboration avec la société MegAmbiente, le plus grand producteur de compost du Chili,

le programme «Déchets organiques pour le compostage» collecte plus de 700 tonnes de déchets organiques par mois pour les traiter pendant environ 3 à 4 mois afin d'obtenir un engrais organique appelé «compost». Depuis son lancement, le volume des déchets organiques collectés par le programme a augmenté de 154,1 %.

Le programme «Matière organique pour l'alimentation animale» gère 400 tonnes de matière organique par mois, livrées à 36 agriculteurs des contreforts de Santiago du Chili. Les conditions de distribution sont assurées par des accords avec trois municipalités.

Cette initiative a permis à Lo Valledor d'ajuster son fonctionnement dans le respect de la durabilité sociale, économique et environnementale grâce à un meilleur contrôle des déchets organiques, des fruits et des légumes, et des actions améliorant la qualité des régimes nutritionnels des personnes les plus vulnérables. Le marché a pour objectif une valorisation commerciale de 50% de matières organiques d'ici 2025, puis d'atteindre le zéro déchet en 2030.

La promotion d'une économie circulaire dans le secteur agroalimentaire au Chili est cruciale car elle permettra de réduire de manière significative les déchets et les pertes alimentaires, de promouvoir des systèmes de production et un développement territorial plus efficaces, durables et régénérateurs. Le marché de gros de Lo Valledor est en première ligne dans la promotion de ce cercle vertueux capable de garantir une alimentation nutritive pour tous dans les limites de notre planète, tant à l'échelle métropolitaine qu'à l'échelle nationale.

16



LO VALLEDOR  
MERCADO MAYORISTA



# In WUWM's World

17

**5 juillet :** L'Union Mondiale des marchés de gros a participé au lancement de haut rang du Code de conduite européen pour des pratiques commerciales et de marketing responsables. L'Union Mondiale des marchés de gros a soutenu le développement du Code en étant l'un des 11 membres permanents du groupe de travail. Elle a également été parmi les premières organisations à signer le Code.

**9 juillet :** L'Union Mondiale des marchés de gros a rencontré le groupe de travail de l'UNFSS sur le soutien aux acteurs locaux de l'alimentation, la promotion de la diversification économique et l'inclusion économique et sociale pour discuter des mentions pertinentes dans le Sommet.

**12 juillet :** La Secrétaire Générale de l'Union Mondiale des marchés de gros, Mme Carrara, a rencontré Mercabarna et le gouvernement de la ville de Barcelone pour discuter d'une session que l'Union organisera à l'occasion du 7e Forum Mondial du Pacte de Milan en Octobre 2021.

**16 juillet :** L'Union Mondiale des marchés de gros a participé au groupe de travail sur la sécurité alimentaire de l'UNFSS, dirigé par GAIN, et a discuté des détails concernant la création d'une coalition pour la sécurité sanitaire des aliments.

**22 juillet :** WUWM a rencontré la Coalition du Commerce Alimentaire pour l'Afrique (FTCA) pour examiner l'intégration de l'Union Mondiale des marchés de gros dans leurs groupes de travail et activités.

**26-28 juillet :** WUWM a assisté et participé au Pré-Sommet de l'UNFSS qui a été organisé à Rome, en Italie - un événement qui a eu une forte participation virtuelle. Le Pré-Sommet a été un grand succès et a rassemblé un nombre important d'acteurs autour d'objectifs et d'engagements essentiels pour améliorer nos systèmes alimentaires. La plupart des interventions peuvent être visionnées ici : <https://www.unfoodsystems.org/index.php>



**29 juillet :** Mme Carrara, Secrétaire Générale de l'Union Mondiale des marchés de gros, à l'occasion d'un webinaire organisé par la FAO, a exposé les meilleures pratiques et les défis en matière de pertes et de gaspillages alimentaires auxquels les marchés de gros européen doivent faire face - un discours qui peut être visionné ici : [https://www.youtube.com/watch?v=3DXwLei\\_wliY](https://www.youtube.com/watch?v=3DXwLei_wliY).

**4 août :** WUWM et Mercafir ont publié les faits marquants de la Conférence à Florence. Un aperçu de cet événement peut être consulté ici : <https://www.youtube.com/watch?v=L9-3ileAN-U>.

## WUWM et Mercafir ont publié les faits marquants de la Conférence à Florence. Un aperçu de cet événement peut être consulté ici



### About WUWM :

We aim to facilitate access to healthy diets for everyone in the world by delivering more sustainable, inclusive, and high-quality fresh food supply systems. We exchange ideas, share best practices and cooperate with our partners in international organizations, governments, businesses, and the public.

